

POUR DES CONSEILLERS SCOLAIRES MIEUX FORMÉS

Gouvernance des Conseils scolaires

ONTARIO FRANÇAIS

Par [Annik Chalifour](#) – Semaine du 5 mai au 11 mai 2009



De g. à d. Robert Tremblay, président sortant de l'AFOCSC, et Carole Drouin, directrice générale de l'AFOCSC

L'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques (AFOCSC) a déposé 25 recommandations accompagnant les conseillers scolaires soumis à la ministre de l'Éducation. Robert Tremblay, président de l'AFOCSC, et Carole Drouin, directrice générale de l'AFOCSC, ont exprimé leurs commentaires positifs de la ministre à l'égard de ces recommandations, lors de l'Assemblée générale annuelle de l'AFOCSC qui s'est déroulée le 27 mai dernier.

«Parmi nos recommandations accompagnant le Rapport sur la gouvernance, l'une d'entre elles nous apparaît particulièrement importante : le développement professionnel uniforme pour l'ensemble des conseillers scolaires, mais aussi composé des formations conçues sur mesure pour la région», dit Carole Drouin, directrice générale de l'AFOCSC depuis deux ans et demi.

Disparité dans les besoins

Robert Tremblay, président de l'AFOCSC depuis deux ans, réitère que «la réalité de l'éducation francophone en Ontario est très complexe en raison du contexte de minorité et de diversité. Les défis dans la gouvernance des Conseils proviennent, entre autres, des besoins qui diffèrent d'une région à l'autre».

L'appui financier réclamé par l'AFOCSC de la part du ministère de l'Éducation, servirait à former non seulement les conseillers scolaires, mais aussi à mettre beaucoup d'emphase sur la formation des enseignants», ajoute Mme Drouin.

«Les conseillers scolaires et directeurs d'éducation ont besoin de formation pour exercer efficacement leur rôle primordial de gestion et de leadership afin d'améliorer le rendement des élèves.»

Alors que la ministre de l'éducation veut moderniser la loi sur l'éducation en considérant l'ajout de nouvelles lois, l'AFOCSC croit plutôt que les conseillers scolaires doivent mieux connaître les lois actuelles et obtenir davantage d'outils de gestion, en signe de reconnaissance de leur redevabilité de gestion.

Lois pertinentes

Mme Drouin cite en exemple la loi sur les municipalités et la loi sur l'accès à l'information, à titre de lois pertinentes au rôle des conseillers scolaires. Entre autres, en ce qui a trait à la gestion du conflit d'intérêt. Une introduction de lois pertinentes à l'ensemble des conseillers scolaires.

Il faut de plus se rappeler que les Conseils scolaires francophones sont encore jeunes: à peine dix ans d'existence. Les premiers cinq

une saine structure de gouvernance et de se faire une place dans le système d'éducation ontarien, majoritairement anglophone.

Depuis les cinq dernières années, les Conseils francophones ont travaillé fort pour affiner leur gestion et accroître leurs effectifs. Et ils Conseils sont en croissance continue. La recherche de terrains pour construire de nouvelles écoles, et de plus grands établissements figurent parmi nos grands défis», affirme Carole Drouin.

Assemblée générale

Lors de leur Assemblée générale annuelle en fin de semaine dernière, les membres de l'AFOCSC devaient élire le nouveau président de l'AFOCSC comprend dix membres. Plus d'une centaine de représentants des Conseils scolaires, la ministre de l'Éducation, la ministre Suprême Michel Bastarache s'étaient donnés rendez-vous à Kingston, pour souligner la nouvelle loi sur le bilinguisme de la ville.

Robert Tremblay, président sortant basé à Ottawa, mentionne «que l'on voit que l'on nous a écouté. Tout le monde travaille pour la réalisation du rôle des Conseillers scolaires dans l'avancement de l'éducation.»

Par ses propos, M. Tremblay fait référence au bilan des deux dernières années de l'AFOCSC où l'organisme a mis en place un plan de changements et axé sur le développement de partenariats communautaires.

«Nous avons réussi à mettre nos écoles en valeur, à sensibiliser nos partenaires, à occuper une place plus grande dans le public, à collaborer avec le ministère de l'Éducation. Ex: la PAL, la nouvelle politique sur l'Accueil, la campagne promotionnelle du CFORP.

Malgré la récession et le fait que la ministre annoncerait probablement des coupures à gérer, l'AFOCSC demeure confiante. «Nous sommes un partenaire et partie prenante aux débats de l'actualité en matière d'éducation en Ontario», conclut Robert Tremblay.

On peut accéder au document soumis au Comité sur la modernisation de la gouvernance par l'AFOCSC via leur site Internet: www.afocsc.org

lapresseaffaires. cyberpresse.ca

La Caisse remet en question les évaluations de Teachers'

Publié le 13 mai 2009 à 06h17 | Mis à jour à 06h20



[Francis Vailles](#)

La Presse

Photo: PC

La Caisse de dépôt et placement a subi cette année des pertes de près de 40 milliards \$.

(Québec) La Caisse de dépôt et placement est plus exigeante dans l'évaluation de ses immeubles que Teachers' et OMERS, ce qui expliquerait les écarts de rendements avec ses rivales ontariennes.

Hier, l'ex-PDG par intérim de la Caisse, Fernand Perreault, a expliqué les contraintes plus grandes de la Caisse à cet égard. Le gestionnaire de 65 ans a passé l'essentiel de sa carrière dans le secteur immobilier de la Caisse.

En vertu des normes comptables canadiennes, la Caisse de dépôt est considérée comme une société de placement et non comme une caisse de retraite, comme le sont Teachers' et Omers. Or, pour les sociétés de placement, les normes veulent que l'actif immobilier soit évalué selon la juste valeur à une date donnée, sans égard à un problème extraordinaire de marché au moment de l'évaluation.

«Mon hypothèse, c'est que d'autres caisses de retraite ont évalué leur portefeuille comme s'il était conservé à long terme. On verra (ce qui arrivera)», a dit M. Perreault.

En 2008, le portefeuille immobilier de la Caisse a reculé de 22%, comparativement à une baisse de 4,3% pour Teachers' et une hausse de 6% pour Omers.

Fernand Perreault soutient que le type de portefeuille immobilier de la Caisse est «à peu près le même» que ceux de Teachers' ou Omers, soit des immeubles de grande qualité. Toute proportion gardée, les revenus qu'ont procurés ces immeubles en 2008 (rendements courants) sont semblables, dit-il.

Sans être en mesure d'en quantifier l'importance, le gestionnaire estime donc que la principale raison qui explique l'écart avec ses rivales est la méthode d'évaluation dictée par les normes comptables. À cet égard, Fernand Perreault a lu un extrait du rapport annuel de Teachers' qui indique que l'évaluation des immeubles de l'institution ontarienne est «comparée aux attentes de la direction».

À la Caisse, dit-il, la valeur des immeubles «n'est pas comparée aux attentes» de la direction.

Le 22 octobre 2008, la Caisse a écrit au Conseil de surveillance de la normalisation comptable, lui demandant de pouvoir bénéficier des mêmes modifications accordées aux régimes de retraite, mais sans succès. Le 24 novembre 2008, le Conseil a refusé cette demande.

En somme, comprend-on des propos de la Caisse, lorsque la crise sera passée, la valeur de son portefeuille immobilier s'accroîtra davantage que celui des autres.

Effet de levier

L'effet de levier est une autre raison qui explique les mauvais rendements de la Caisse en immobilier. En 2008, le niveau d'emprunt sur la valeur de l'actif (le levier) était de 55%. Or, l'indice de référence de la Caisse pour l'immobilier a plutôt un levier de 40%, a indiqué M. Perreault.

Quant aux investissements immobiliers internationaux, «nous n'avons pas agi en cowboy, mais avec des partenaires solides». Sur 5 ans, le portefeuille étranger de la Caisse a grimpé de 15%.

PRÉPARATION PRÉSCOLAIRE DES ENFANTS NOUVEAUX ARRIVANTS

Formation à domicile pour les parents

ONTARIO FRANÇAIS

Par [Annik Chalifour](#) – Semaine du 5 mai au 11 mai 2009



De g. à d. Stefania Ntonas, coordonnatrice de HIPPY, Marie Pierre-Louis et Alice Fonem, visiteuses à domicile du programme HIPPY

Le Working Women Community Centre (WWCC) de Toronto vient de démarrer un nouveau programme francophone gratuit à l'adresse des nouveaux arrivés à se familiariser avec le système d'éducation en Ontario. Le programme intitulé HIPPY, vise à assister les parents dans le développement de leurs enfants et à développer chez les jeunes les habiletés nécessaires pour réussir dans le contexte scolaire ontarien.

Stefania Ntonas est la coordonnatrice du programme HIPPY (Instruction à domicile pour les parents nouveaux arrivants ayant des enfants en Ontario). Ce programme d'ampleur internationale, est déjà en place au pays à Vancouver, Victoria, Halifax et dans le Conseil des Prévôtés de Toronto.

«Le WWCC jouit de 30 ans d'expérience dans la livraison de programmes communautaires et de services d'établissement auprès de la population francophone», explique Stefania Ntonas.

Le programme HIPPY fait partie des services procurés en français par le WWCC depuis 2005 à Toronto. Compte tenu des besoins croissants dans la Ville Reine, le WWCC a décidé d'offrir le programme aux nouveaux arrivants francophones.

Lancé il y a quatre ans dans le secteur Jane/Finch de Toronto, le programme HIPPY a déjà assisté 62 familles avec 83 enfants nouveaux arrivants.

«Les enfants nouveaux arrivants courent le risque de ne pas être préparés à la maternelle parce que leurs parents n'en n'ont pas les connaissances. Les parents francophones nouvellement arrivés d'Afrique et des Caraïbes. Plusieurs sont souvent démunies et isolées», explique la coordonnatrice Stefania Ntonas.

«La majorité des nouveaux arrivants ne sont pas familiers avec le système d'éducation de l'Ontario. Ils ont besoin d'aide pour comprendre et assister leurs enfants qui évoluent dans un milieu scolaire qui leur est nouveau», précise Marie Pierre-Louis, l'une des deux visiteuses à domicile.

«Les activités peuvent se dérouler à domicile ou, au choix des parents, dans un lieu public. Par exemple à la bibliothèque du quartier ou au lieu de travail de Mme Pierre-Louis.

Le programme HIPPY se compose d'un curriculum structuré de 30 semaines conçu sur mesure pour les enfants de 3 à 5 ans en anglais. Les parents participants apportent les trousseaux d'activités éducatives et livres appropriés aux parents participants.

HIPPY a été créé en Israël en 1969 dans le but de s'attaquer au problème de manque de préparation précoce à la vie scolaire: depuis son lancement, le programme à domicile consiste à réaliser avec les parents et leurs enfants des activités journalières du curriculum, et de les aider à identifier les besoins de leurs enfants.

Plusieurs parents nouveaux arrivants se heurtent à des problèmes à caractère culturel. La façon d'enseigner diffère grandement entre parents-enseignants et le rôle parental à l'école. Le WWCC offre aux parents de se réunir mensuellement pour échanger sur leur expérience sur le choc culturel.

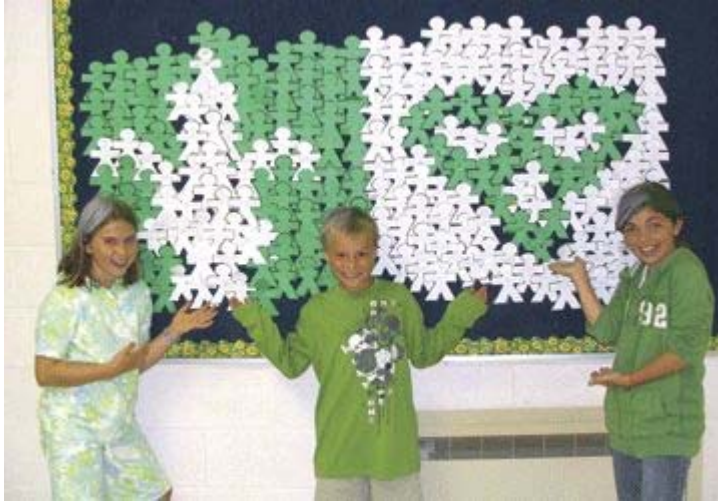
HIPPY est un programme qui reconnaît les parents comme étant les premiers et meilleurs éducateurs de leurs enfants. Il renforce les liens à la maison dans un style amusant, flexible et facile à suivre. Il développe d'une part les habiletés chez les enfants pour mieux réussir à l'école et d'autre part leur rôle d'éducateurs auprès de leurs enfants dans un nouveau contexte de vie, selon Stefania Ntonas.

Le WWCC est situé au 1081 (sous-sol) rue Bloor ouest.

L'ÉCOLE COMMENCERA PLUS TÔT CETTE ANNÉE!

ONTARIO FRANÇAIS

Par [Annik Chalifour](#) – Semaine du 12 mai au 18 mai 2009



Trois élèves de 5e année de l'école élémentaire catholique Cardinal-Léger à Kitchener

Les calendriers scolaires 2009-2010 des deux Conseils scolaires publique et catholique du Centre-Sud-Ouest et Centre-Sud | scolaire mercredi 2 septembre, au lieu du mardi 8 septembre suivant la Fête du Travail du lundi 7 septembre, selon la règle a

Cette année, la date de la Fête du Travail (7 septembre) nuit à l'application de la loi, stipulant que les élèves doivent fréquenter l'école telle situation de conflit de calendrier peut se produire au cours d'une dizaine d'années.

«Compte tenu de l'ensemble des activités dont nous avons l'obligation de tenir compte dans le calendrier scolaire annuel, en ayant co après la Fête du Canada», explique Mikale-Andrée Joly, directrice des communications stratégiques du CSDCCS.

«Les élèves débiteront leurs classes mardi 2 septembre et auront une journée de congé vendredi 4 septembre pour reconnaître l'imp septembre, qui pour plusieurs parents, sert à préparer leurs enfants au retour à l'école», ajoute Mme Joly.

«L'élaboration annuelle du calendrier scolaire implique un processus de consultation qui s'étale au cours de plusieurs mois avant la fir directrice des communications du CSDCSO.

«Dans l'ensemble, la proposition de devancer la date de la rentrée scolaire pour l'année 2009-2010 a été reçue positivement. Seuls le n'affecterait pas le calendrier des journées pédagogiques et journées prévues pour les corrections d'examens», ajoute Mme Francoe

Les calendriers scolaires doivent être annuellement approuvés par le ministère de l'Éducation. Ce qui est déjà fait dans le cas du CSC

En fait, les deux Conseils ont intérêt à partager un calendrier scolaire commun par souci d'efficacité et de rentabilité, puisqu'ils utilisent

La décision de devancer la date de la rentrée scolaire 2009 en est une qui est exceptionnelle. Les deux Conseils retourneront au cale

Si la nouvelle de commencer l'école prématurément ne semble pas trop perturber les parents jusqu'à date, il faut tout de même précis pour les jeunes (ex: camps d'été) se termineront le 21 août 2009.

Certains parents devront donc faire des arrangements pour couvrir le reste de la période des vacances, soit du 21 août au 2 septemb services de garde ouvriront, compte tenu du calendrier scolaire différent.

Avis aux intéressés: le congé scolaire est prévu du 12 au 19 mars 2010, le congé de Noël du 18 décembre 2009 (dernière journée de

juin 2010.

Pour de plus amples détails concernant le calendrier scolaire 2009-2010, veuillez consulter les sites Internet du CSDCCS et CSDCSC

L'ACTION COMMUNAUTAIRE POUR PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT

Écoliers actifs et en sécurité

ÉCOLOGIE

Par [Annik Chalifour](#) – Semaine du 5 mai au 11 mai 2009



Le relais, une des activités à la Maison Montessori le 28 avril, dans le cadre du projet Tricycle du programme ÉAS de Green Commun

Dans le cadre du programme «Écoliers actifs et en sécurité» (ÉAS) de l'organisme *Green Communities*, Gabriel Sirois, coord. écoles du CSDCSO pour sensibiliser les jeunes aux modes de transports actifs par le biais du projet «Tricycle», visant l'augmentation de la pollution.

Par l'entremise de son initiative «Printemps...Action!» célébrée entre la Journée de la terre (22 avril) et la Journée de l'air pur (3 juin), protection de l'environnement par le biais de l'action communautaire, organise annuellement de nombreux événements pédestres visant l'utilisation de modes de transports actifs pour une meilleure santé et moins de pollution.

«Tricycle», démarré en février, fait partie du programme francophone ÉAS lancé dans le cadre de «Printemps...Action!». Le projet unit le secondaire et l'élémentaire.

Réduire la pollution

«Le projet a pour but de sensibiliser les jeunes et leurs communautés d'écoles à l'importance de l'utilisation des modes de transports quotidiens, améliorer la sécurité routière, réduire la congestion des artères et la pollution, et renforcer la cohésion des collectivités»

Le projet «Tricycle» fait référence au transport actif et implique trois étapes de réalisation et trois groupes de participants: des étudiants des écoles secondaires Collège français et Étienne-Brûlé et des écoliers de leurs écoles élémentaires nourricières Gabrielle-Roy et Maiso

La première étape a consisté en une rencontre des élèves du secondaire avec des étudiants bénévoles du Collège Glendon au Camp

Élaboration du projet

Durant cette rencontre, les élèves ont acquis des outils d'élaboration du projet et commencé à se l'approprier. Leur but ultime étant d'être actif destinée aux petits des deux écoles élémentaires participantes, et devant se dérouler sur leurs sites respectifs. La deuxième partie où les élèves du secondaire ont animé un exercice de visionnement auprès des plus jeunes, pour les sensibiliser à l'importance d'intégrer l'activité pour améliorer la santé.

Par exemple, avec l'aide du coordonnateur du projet, les élèves du Collège français du cours d'environnement de la classe de l'enseignant

sont répartis en trois groupes de participants pour échanger sur le thème des modes de transports actifs, mardi 27 avril.

Les petits ont créé un article portant sur le sujet et inventé des modes de transports actifs rigolos qu'ils ont pratiqué sur place. Ex: Mar un ballon entre les têtes etc. Il ne faut pas oublier de s'amuser en apprenant!

L'école, au centre du projet

«Il est important de placer l'école au centre du projet qui se veut collectif, pour développer le capital social et économique de l'ensemble leurs familles, leurs enseignants, les intervenants scolaires, la communauté», indique Gabriel Sirois.

Le projet a culminé lors de la troisième et dernière étape du projet où par exemple, les élèves Éco-ambassadeurs de l'école Étienne-E Maison Montessori en «Éco village Montessori» avec sept stations représentant une ville écologique.

«C'était beau à voir! ... Il y avait une mairie, un cinéma avec sketches sur l'écologie, une centrale électrique où l'on expliquait les énergies renouvelables. Nous sommes vraiment très fiers de nos élèves!», mentionne Denise Petitpas, animatrice culturelle du CSDCSO.

Pour leur part, les élèves du Collège français organiseront leur activité de sensibilisation auprès de l'école Gabrielle-Roy, mardi 12 mai.

Une belle concrétisation de la politique d'aménagement linguistique (PAL) impliquant trois des axes d'intervention pédagogique de la Loi sur l'engagement communautaire. Le tout en français et en lien avec le programme d'études environnementales!

» Cliquez ici pour accéder à la galerie de photos accompagnant cet article!



cyberpresse.ca

Publié le 12 mai 2009 à 10h44 | Mis à jour le 13 mai 2009 à 06h07

Le nouveau cours d'histoire critiqué dans une étude



Marie Allard
La Presse

Le nouveau cours d'histoire et éducation à la citoyenneté, de 3e et 4e secondaire, occulte tout récit national, dénonce une étude de Charles-Philippe Courtois, de l'Institut de recherche sur le Québec.

On n'y fait nulle part mention de René Lévesque ou de l'affirmation nationale qui a caractérisé la Révolution tranquille, rapporte l'historien. Dans le module sur la Nouvelle-France, seule une note de bas de page mentionne qu'une «importante proportion des francophones québécois actuels sont des descendants des premiers colons», précise-t-il. «Jusqu'où va

ce cours-là dans la volonté de dénationaliser l'histoire du Québec, ça m'a étonné, a dit hier à La Presse M. Courtois. Ça ne correspond au programme d'aucun parti à Québec, c'est dépourvu de légitimité démocratique.»

Déjà fortement critiqué en 2006, le cours qui remplace l'Histoire du Québec et du Canada a depuis été modifié par le ministère de l'Éducation. «Des changements cosmétiques», a jugé l'historien. «On en arrive à un paradoxe: on cite le fait qu'il y a eu des référendums en 1980 et en 1995, mais il est absolument impossible de savoir pourquoi, a-t-il illustré. Ou de comprendre pourquoi des gens étaient dans le camp du OUI, d'autres dans celui du NON.»

L'axe central du nouveau programme est... le multiculturalisme canadien, selon M. Courtois. «Ce ne sont plus les enfants issus de l'immigration qu'il faut intégrer à la nation, dans la logique du programme, mais l'inverse», écrit-il dans Le nouveau cours d'histoire du Québec au secondaire: l'école québécoise au service du multiculturalisme canadien?

Trois compétences sont évaluées dans ce cours: «interroger les réalités sociales dans une perspective historique», «interpréter les réalités sociales à l'aide de la méthode historique» et «consolider l'exercice de sa citoyenneté à l'aide de l'histoire».

Appui de la Société des professeurs d'histoire

M. Courtois «a notre appui», a indiqué Félix Bouvier, vice-président de la Société des professeurs d'histoire du Québec (SPHQ) et professeur à l'UQTR. La Société a voté unanimement une résolution demandant «que la question de la place du Québec dans le Canada et ses différents points de vue» soit rendue «beaucoup plus visible dans ce programme».

«On a dénationalisé l'ensemble de l'histoire nationale, ce qui en soi est une aberration et en soi est inacceptable», a précisé M. Bouvier, qui ne remet toutefois pas en question l'approche par compétence.

Enseigné depuis l'an dernier, le nouveau programme d'histoire devrait être retiré des classes, d'après M. Courtois. «Il vaudrait mieux revenir à l'ancien programme consensuel de 1982», qui avait l'aval des souverainistes comme des fédéralistes, a-t-il fait valoir.

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



Ça mange de la bou

cyberpresse.ca

Publié le 13 mai 2009 à 05h00 | Mis à jour à 06h06

L'école publique pour un enfant de la Mission de l'Esprit-Saint



Exclusif

La Cour supérieure vient d'ordonner à un père, membre du groupe religieux la Mission de l'Esprit-Saint de Joliette, d'inscrire son fils dans une école publique de la région.

Photo: François Roy, archives La Presse



Marie Allard
La Presse

La Cour supérieure ordonne à un père, membre du groupe religieux la Mission de l'Esprit-Saint de Joliette, d'inscrire son fils de 12 ans à l'école publique. Il l'en avait retiré «depuis au moins 2006», sans le consentement de la mère dont il est divorcé, selon le jugement daté du 4 mai.

Depuis son retrait de l'école, le garçon «s'instruit lui-même, à la maison, sans supervision de professeurs qualifiés sur place», en vertu d'un programme qui n'est pas reconnu par le ministère de l'Éducation, précise le jugement. C'est sa mère qui a présenté une requête demandant l'inscription de Jérôme (prénom fictif) dans une école publique.

le garçon n'a pas été évalué par la commission scolaire des Samares (dont il relève) depuis 2006, parce que sa mère refuse de signer une demande de dispense de fréquentation scolaire.

La commission scolaire avoue son impuissance

Diane Collin, de la commission scolaire des Samares, a expliqué à la Cour qu'environ 200 dispenses ont été accordées à des enfants de son territoire. «La vaste majorité pour des enfants de familles faisant partie de la Mission de l'Esprit-Saint», a-t-elle précisé. Ces dispenses sont accordées en se fondant sur ce que les parents se proposent de donner à leurs enfants comme scolarité, sans que des vérifications soient effectuées», souligne le jugement. Mme Collin «avouant candidement que de telles vérifications ne sont pas faites parce que la commission scolaire n'a pas «le pouvoir de les faire», note le juge Julien Lanctôt.

Le magistrat a indiqué que la formation scolaire offerte à Jérôme n'est pas équivalente à ce qui est dispensé à l'école qu'il «entretient des doutes sérieux» sur la capacité d'un enfant de 12 ans à étudier seul. Il a aussi pris en compte les problèmes éprouvés par la soeur de Jérôme (entendue à l'audience) lorsqu'elle était sous la garde de

son père.

«Le meilleur intérêt de l'enfant, dans les circonstances décrites au présent dossier, consiste à ce qu'il fréquente une école conventionnelle», écrit le juge. Il ordonne au père d'inscrire le garçon dans une école publique reconnue par le Ministère, située près d'où il réside, dans un délai de 30 jours et de s'assurer qu'il la fréquente. À défaut de quoi, sa mère pourra l'inscrire à l'école sans l'autorisation du père.

Pour le bien des enfants de la Mission

«Madame paie (pour obtenir ce jugement), elle n'est pas appuyée par le ministère de l'Éducation ou la commission scolaire, c'est dommage», a commenté Louise St-Amour, avocate de la mère. Elle a ajouté que la mère avait fait cette démarche pour le bien de son fils, mais aussi pour les autres enfants de la Mission de l'Esprit-Saint.

Me Yannick Morin, avocat du père, a indiqué que son client n'irait pas en appel. «Il était un peu débiné, mais il va se conformer à la décision», a-t-il dit.

La Mission de l'Esprit-Saint est un groupe religieux dont la devise est «La régénération de l'humanité par l'eugénisme». L'Institut Laflèche, une école illégale où étaient scolarisés les enfants de la Mission, a été fermée par ordonnance de la Cour supérieure en 2007. Depuis, les enfants de la Mission sont pour la plupart scolarisés à la maison ou dans des écoles clandestines situées dans des résidences privées, comme le rapportait La Presse en mars dernier.

Nos armes contre la grippe

La lutte contre le virus grippal mutant H1N1 devrait nous rappeler à tous combien il fait bon vivre au 21e siècle. Et je n'ironise pas.

Par Carole Beaulieu

publié dans *L'actualité* du 1e juin 2009

Les antiviraux, les labos qui permettent de suivre la mutation des virus, les ordinateurs qui facilitent les échanges entre chercheurs, les antibiotiques qui combattent les complications de la grippe... tout cela constitue un arsenal formidable. Qui devrait nous rassurer.

Jamais dans l'histoire du monde l'espèce humaine n'a été aussi prête à faire face au dernier des grands prédateurs qui la menace, le seul à pouvoir tuer en peu de temps des millions de gens : un virus.

Devant les microbes, nous ne sommes plus seuls comme nos ancêtres l'étaient. Un solide réseau de surveillance est en place partout sur la planète. Il vient de faire ses preuves.

Dès les premiers jours, ce réseau a identifié le nouveau virus, sonné l'alarme, émis des recommandations, envoyé des échantillons dans des labos disséminés sur tous les continents, pour découvrir ce que ce mutant avait dans le ventre.

Pourquoi ce fichu virus entraînait-il dans certains pays des complications mortelles et causait-il de banales gripes dans d'autres ? On ne meurt pas de la grippe. Il faut le redire. On meurt de ses complications. Selon la force de l'arsenal de défense dont dispose chaque être humain, et surtout selon la force du réseau de santé qui vient à son aide, la bataille sera inégale.

À moitié porcin, un quart humain et un quart aviaire, le H1N1 était jugé imprévisible. Et donc dangereux.

Dans plus d'une centaine de pays, notamment au Canada, les réseaux d'alerte sanitaire ont fonctionné. Le Mexique a pris des mesures courageuses et extraordinaires, de la fermeture des écoles à celle des restaurants, pour limiter la contagion, au prix de lourdes conséquences économiques.

À la télévision et à la radio, des responsables nationaux et internationaux calmes et efficaces, ne minimisant pas la menace, ont répondu avec rigueur à toutes les questions. On était loin de la confusion des premiers jours du SRAS, en 2003, ou même de la grippe aviaire, en 2005. La ministre fédérale de la Santé, Leona Aglukkaq, a fait un parcours sans faute ces dernières semaines.

Alors pourquoi avons-nous peur ?

Parce que nos cerveaux utilisent deux « programmes » : appelons-les Émotion et



Dario Lopez-Mills / AP / PC

À LIRE AUSSI

- [Le blogue scientifique de Valérie Borde](#)
- [Un extrait du livre *Risque : La science et les politiques de la peur*](#)

Raison. Le premier, Émotion, remonte à la nuit des temps. Un homme préhistorique voit un lion. Il fuit. Sa peur est constructive, car elle le garde en vie. L'espèce humaine doit sa survie à ces peurs qui nous poussent à nous inquiéter, à agir, à trouver des armes pour nous défendre. Nos peurs sont saines, mais notre cerveau — le programme Raison — en arrache à évaluer le risque réel dans nos sociétés modernes. Car notre instinct nous vient plus de la chasse au mammouth que de la traque au H1N1.

Nous devons faire face à des menaces modernes avec un cerveau d'un autre âge, explique le journaliste canadien Dan Gardner dans un livre fascinant intitulé *Risk : The Science and Politics of Fear*, dont la traduction française, [Risque : La science et les politiques de la peur](#), paraîtra le 13 mai prochain aux Éditions Logiques. [Cliquez ici pour en lire un extrait.](#)


Des mots comme « pandémie » nous alarment. On voudrait fuir.

Pourtant, pour un scientifique, une pandémie n'est pas nécessairement une catastrophe. Une maladie contagieuse qui touche un grand nombre de personnes sur un vaste territoire est une pandémie. Qu'il y ait des morts ou pas. Monsieur Tout-le-monde, lui, entend « pandémie » et imagine l'hécatombe. La grippe espagnole de 1918, avec ses millions de morts, fut une pandémie atypique ! Nos ancêtres n'avaient ni antiviraux ni antibiotiques pour lutter contre ses effets.

Ce qui ne veut pas dire qu'il faille banaliser la menace. Pas question d'aller travailler si vous êtes malade. Utilisez les lignes téléphoniques d'information ou consultez les sites Web des réseaux de santé publique. Suivez les conseils d'hygiène.

Au cours des prochains jours, dans bon nombre de labos, des chercheurs devront décider quel vaccin contre la grippe préparer pour l'an prochain. Leurs décisions seront cruciales. Le nouveau virus H1N1 est là pour de bon. L'ouragan qu'il a déclenché va souffler au moins un an sur la planète, avec plus ou moins de force selon les pays, disent les épidémiologistes. C'est l'hiver prochain que notre hémisphère pourrait subir son véritable test, lorsque la saison de la grippe reviendra chez nous. Nos meilleures armes contre le H1N1 restent nos cerveaux. Ceux des chercheurs qui, dans les labos, prépareront un vaccin. Et les nôtres. Servons-nous-en.

L'imprimante multifonction HP LaserJet



Profitez dès maintenant de cette offre d'une durée limitée. Échangez votre ancienne imprimante au laser avant le 30 juin 2009 et vous obtiendrez une remise allant jusqu'à **850\$**. **hp** Allez-y : IM AVEC IA

PLUS D'INFO »

» Point

lapresseaffaires.cyberpresse.ca

Grippe A(H1N1) : Hydro n'a pas lésiné sur les mesures

Publié le 13 mai 2009 à 06h35 | Mis à jour à 06h42



[Stéphane Paquet](#)

La Presse

La Presse

Thierry Vandal, PDG d'Hydro-Québec

(Montréal) Des voyages d'affaires reportés. Des dirigeants qui ont annulé leur présence à des dîners-conférences pour cause de trop grande promiscuité. Et même des rencontres qui ont dû se tenir dans des salles deux fois plus grandes que d'habitude pour éviter la propagation de virus. Ce sont là quelques-unes des conséquences du «Plan d'urgence de risques biologiques» mis en oeuvre pour la première fois par Hydro-Québec en raison de la grippe porcine, devenue A(H1N1).

«Le mot d'ordre, c'est le gros bon sens», explique en entretien le chef de l'équipe des médias chez Hydro, Marc-Brian Chamberland. Des mesures qui dépassent de beaucoup en importance celles d'autres sociétés d'État dont le rôle est jugé moins stratégique, a constaté *La Presse Affaires*.

Ainsi, le 1er mai, le président d'Hydro-Québec Distribution, André Boulanger, s'est fait remplacer à un dîner de la Fédération des chambres de commerce. Il devait remettre un prix aux entreprises qui font des efforts d'économie d'énergie.

Le hic: il y avait trop de gens dans la salle, le risque de contagion a été jugé trop élevé. Bref, c'est Louise Gravel, directrice de la clientèle des grandes entreprises, qui est allée décerner le prix, puisqu'elle occupe un poste moins stratégique. «Il a été jugé pertinent de ne pas l'envoyer», explique M. Chamberland.

Les employés d'Hydro qui devaient se réunir ont également dû faire attention aux lieux choisis: pour 10 personnes, on devait se réunir dans une salle qui peut en recevoir 20. «Si t'es dans une salle trop petite, où il y a trop de promiscuité et que quelqu'un tousse et que c'est à peu près sûr qu'il va recevoir les postillons de l'autre personne... C'est toutes ces questions-là qui, à chaque événement, à chaque déplacement, le gestionnaire s'assurait si c'était correct», explique encore le porte-parole de la société d'État.

Ces mesures ont affecté jusqu'à ceux qui font affaires avec Hydro. «Si un fournisseur ou un partenaire voulait venir ici chez Hydro, il fallait s'assurer auparavant avec lui, lors de la prise de rendez-vous, s'il était allé au Mexique, poursuit M. Chamberland. Et si oui, on lui demandait de ne pas se présenter et de trouver une autre façon, par exemple de régler ça au téléphone ou de reporter le rendez-vous de quelques jours.»

Du début de la crise jusqu'au 30 avril, Hydro-Québec a aussi interdit à ses employés de faire des voyages à l'extérieur du pays. L'ordre a été partiellement levé le 6 mai, quand seulement les voyages au Mexique ont été interdits. Depuis hier, les employés peuvent prendre l'avion pour se rendre où ils veulent sur la planète. Les autres mesures sont aussi moins sévères depuis hier.

Et les travailleurs d'Hydro qui rentraient du Mexique - ou s'ils avaient quelqu'un sous leur toit dans cette situation - ont dû attendre cinq jours avant de se présenter au travail.

Cette dernière mesure est la seule règle importante qu'ont adoptée deux autres importantes sociétés d'État, soit Loto-Québec et la Société des alcools. «L'employé combat son microbe à temps plein s'il en a un», résume Linda Bouchard, porte-parole de la SAQ.

À la Banque Nationale, en ce qui a trait aux voyageurs, la mesure était plus sévère que dans les sociétés d'État: 10 jours à la maison pour ceux qui rentraient du Mexique. À un moment, on leur a même demandé un certificat du médecin avant de rentrer au bureau. «On a eu un relâchement, parce que ça semble moins sévère qu'on ne le pensait», explique Denis Dubé, porte-parole de l'institution.

Courriel

Pour joindre notre journaliste: spaquet@lapresse.ca



Concours Vie en famille
GAGNEZ plus de 4 500 000 \$

cyberpresse.ca

LeDroit

613.562.0333 ou nouvelles@ledroit.com

Publié le 12 mai 2009 à 20h32 | Mis à jour le 12 mai 2009 à 20h36

Sexualité des jeunes du secondaire

Les ados ont des doubles standards



Archives, La Presse



Caroline Barrière
Le Droit

Les jeunes du secondaire en connaissent beaucoup sur la sexualité mais ils jugent plus sévèrement les conduites des filles que celles des garçons, conclut une étude sur l'hypersexualisation des 12 à 18 ans.

Les filles trop sexy peuvent être attirantes mais aussi repoussantes et projeter une image dégradante.

« Qu'il s'agisse de vêtements trop sexy, de clavardage à caractère sexuel ou de pornographie, les filles sont des 'salopes' et des 'putes' alors que pour les garçons, ces éléments sont moins pires. Un gars sexy s'habille avec classe », a affirmé Francine Duquet,

professeure au département de sexologie de l'Université du Québec à Montréal, en présentant les résultats de ses recherches lors du congrès de l'Association francophone pour le savoir (Acfas).

Elle a interrogé 46 filles et 23 garçons du secondaire dont 67 % étaient en première et en deuxième secondaire, c'est-à-dire âgés entre 12 et 13 ans. Dans les partys, il n'est pas rare que les jeunes participent à des jeux à connotation sexuelle comme la bouteille, le strip-poker, le strip-tease, qu'ils aient des relations sexuelles, offrent des danses lascives ou pratiquent le sexe oral. « Ce ne sont pas tous les jeunes. Certains vont plutôt choisir de regarder un film en pyjama. » Parmi les jeunes interrogés, 71 % n'avaient pas eu de relation sexuelle complète. « Ils ne sont pas tous nécessairement actifs mais ils sont très au fait de ces choses. »

L'amour n'est plus ce qu'il était

Un autre constat qu'elle dresse concerne la perception des jeunes face aux divers scénarios sur les fréquentations entre adolescents. Ils peuvent être amoureux, ce qui signifie être dans une relation plus sérieuse ou bien ne pas nécessairement former un couple. Les chums et les blondes ne sont pas non plus synonymes d'amour. « Même les plus jeunes n'ont pas d'images idéalisées de l'amour », ajoute Francine Duquet.

Le phénomène des fuck friends - des amis avec qui peuvent avoir des relations sexuelles sans engagement amoureux - est également présent. Selon les jeunes, il démontre alors qu'ils sont disponibles afin d'avoir des relations.

Elle s'est aussi intéressée à leur comportement à l'égard de la sexualité. Une majorité a affirmé que faire l'amour était un geste plus intime que le fait de pratiquer le sexe oral.

La chercheuse note une confusion quant à ce qui relève de l'intimité et de la sphère du privé. « Ils ont accès à un univers de consommation sexuelle. Ils sont bombardés d'images et il y a peu d'adultes avec qui en parler. »

Les stéréotypes ont aussi la vie dure car les ados estiment que les garçons sont plus avides de sexe et que les filles sont plus romantiques. « Mais encore une fois, on voit qu'un jeune qui a perdu sa virginité est cool et qu'une fille dans la même situation est une 'pute'. Il y a toujours un double standard », précise Mme Duquet.

Des diplômés payants qui ont de l'avenir

Voici la liste des emplois dont les perspectives d'embauche sont acceptables, favorables ou très favorables d'ici 2012, selon le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec. Les emplois sont classés par niveau d'études.

À lire aussi : le dossier [Les emplois lucratifs de demain](#).

DIPLOME UNIVERSITAIRE : BACCALAURÉAT, MAÎTRISE OU DOCTORAT.		
	MÉTIER	SALAIRE MOYEN (2005)
1-	Médecin spécialiste	172 000
2-	Omnipraticien	140 000
3-	Dentiste	137 000
4-	Pharmacien	114 000
5-	Avocat	110 000
6-	Ingénieur minier	92 000
7-	Agent en valeurs, agent en placement et négociateur en valeurs	89 000
8-	Analyste financier et analyste en placement	89 000
9-	Professeur d'université	88 000
10-	Ingénieur informaticien	81 000
11-	Ingénieur électricien et électronicien	80 000
12-	Ingénieur civil	76 000
13-	Ingénieur métallurgiste	79 000
14-	Ingénieur en aérospatiale	78 000
15-	Mathématicien, statisticien et actuair	78 000
16-	Vétérinaire	74 000
17-	Optométriste	73 000
18-	Ingénieur chimiste	73 000
19-	Ingénieur en logiciel	72 000
20-	Économiste, chercheur et analyste des politiques économiques	71 000
21-	Ingénieur mécanicien	71 000
22-	Ingénieur d'industrie et de fabrication	68 000
23-	Physicien et astronome	67 000
24-	Géologue, géochimiste et géophysicien	67 000
25-	Chimiste	63 000

DIPLÔME D'ÉTUDES COLLÉGIALES		
Comprend aussi des métiers qui exigent de deux à cinq ans d'apprentissage ou de trois à quatre ans d'études secondaires et au moins deux ans de formation en cours d'emploi.		
	MÉTIER	SALAIRE MOYEN (2005)
1-	Pilote, navigateur et instructeur de pilotage du transport aérien	94 000
2-	Spécialiste du contrôle de la circulation aérienne	93 000
3-	Opérateur de centrales et de réseaux électriques	88 000
4-	Opérateur de salle de commande centrale dans le raffinage du pétrole et le traitement du gaz et des produits chimiques	78 000
5-	Surveillant du forage et des services reliés à l'extraction de pétrole et de gaz	75 000
6-	Mécanicien de locomotive et de cour de triage	74 000
7-	Surveillant de l'exploitation des mines et des carrières	73 000
8-	Monteur de lignes électriques et de câbles	72 000
9-	Mineur d'extraction et de préparation, mines souterraines	72 000
10-	Surveillant dans le raffinage du pétrole, le traitement du gaz et des produits chimiques et les services d'utilité publique	72 000
11-	Électricien de réseaux électriques	71 000
12-	Policier	69 000
13-	Entrepreneur et contremaître en électricité et en télécommunication	69 000
14-	Opérateur de poste central de contrôle et de conduite de procédés industriels dans le traitement des métaux et des minerais	68 000
15-	Chef de train et serre-frein	68 000
16-	Officier de pont du transport par voies navigables	67 000
17-	Entrepreneur et contremaître en tuyauterie	67 000
18-	Pompier	66 000
19-	Surveillant dans la transformation des métaux et des minerais	66 000
20-	Surveillant dans la fabrication de produits métalliques et de pièces mécaniques	66 000
21-	Opérateur au contrôle de la fabrication du papier et du couchage	63 000
22-	Technicien et mécanicien d'instruments industriels	63 000

23-	Mécanicien et contrôleur d'aéronef	62 000
24-	Électricien industriel	62 000
25-	Spécialiste des ventes techniques - commerce de gros	62 000

DIPLÔME D'ÉTUDES SECONDAIRES PROFESSIONNELLES		
Comprend aussi des métiers qui exigent de un à quatre ans d'études secondaires ou deux ans de formation en cours d'emploi.		
	MÉTIER	SALAIRE MOYEN (2005)
1-	Opérateur de machines dans les usines de pâte à papier	64 000
2-	Opérateur de machines dans le traitement des métaux et des minerais	58 000
3-	Monteur d'aéronefs et contrôleur de montage d'aéronefs	57 000
4-	Personnel d'entretien et de soutien des mines souterraines	54 000
5-	Représentant des ventes non techniques - commerce de gros	52 000
6-	Agent de services correctionnels	51 000
7-	Opérateur d'installations de l'assainissement de l'eau et du traitement des déchets	50 000
8-	Mouleur, noyateur et fondeur de métaux dans les aciéries	49 000
9-	Préposé au jeu dans les casinos	49 000
10-	Commis des services judiciaires	46 000
11-	Horairiste de trajets et préposé à l'affectation des équipages	46 000
12-	Commis des services du personnel	46 000
13-	Agent d'application de règlements municipaux	46 000
14-	Commis à la production	45 000
15-	Matelot de salles des machines du transport par voie navigable	45 000
16-	Opérateur d'installations de traitement des produits chimiques	44 000
17-	Conducteur d'autobus et opérateur de métro et conducteur d'équipement lourd	44 000
18-	Matelot de pont du transport par voie navigable	44 000
19-	Opérateur d'équipement de métallisation et de galvanisation	44 000
20-	Facteur	42 000

21-	Répartiteurs et opérateur radio	41 000
22-	Commis à la paye	41 000
23-	Opérateur de machines et de procédés industriels dans la transformation des aliments et des boissons	40 000
24-	Conducteur de machinerie d'entretien public	40 000
25-	Commissaire et agent de bord	40 000

POSTES DE GESTION		
Les postes dans la catégorie « gestion » exigent surtout de l'expérience dans le domaine visé. Dans la majorité de ces cas, les études et la formation sont peu déterminantes.		
	MÉTIER	SALAIRE MOYEN (2005)
1-	Gestionnaire de la fonction publiques — analyse économique, élaboration de politiques et administration de programmes	91 000
2-	Directeur des services de génie	88 000
3-	Directeur des assurances, de l'immobilier et du courtage financier	88 000
4-	Directeur des services d'architecture et de sciences	87 000
5-	Gestionnaire de la fonction publiques — élaboration de politiques et administration de programmes sociaux et de santé	86 000
6-	Officier de direction des services de police	83 000
7-	Gestionnaire de systèmes informatiques	83 000
8-	Directeur des services d'utilité publique	82 000
9-	Directeur de la production primaire	79 000
10-	Directeur de banque, du crédit et d'autres services de placement	77 000
11-	Directeur financier	77 000
12-	Directeur de ventes, de la publicité et du marketing	76 000
13-	Directeur d'autres services aux entreprises	75 000
14-	Directeur des services postaux et de messagerie	74 000
15-	Directeur des ressources humaines	74 000
16-	Directeur des soins de santé	74 000
17-	Administrateur - enseignement postsecondaire et formation professionnelle	73 000
18-	Gestionnaire de la fonction publique	73 000
19-	Directeur d'école et administrateur de programmes d'enseignement au niveaux primaire et secondaire	71 000

20-	Directeur des transports	69 000
21-	Directeur — édition, cinéma, radiotélédiffusion et arts de la scène	68 000
22-	Directeur de la construction	62 000
23-	Directeur de programme et de services des sports et de loisirs	53 000
24-	Directeur de l'exploitation et de l'entretien d'immeubles	53 000
25-	Directeur des services sociaux, communautaires et correctionnels	52 000



[Le blogue de Pierre Cayouette](#)

- [Accueil du blogue](#)
- [L'actualité.com](#)

 [Articles RSS](#)

[Comment donner le goût de lire ?](#)

[Blogoons lecture Pierre Cayouette](#) 7 mai 2009 9:00

Tous les parents souhaitent que leur enfant aime la lecture. Or, des enquêtes rappellent année après année que la moitié des Québécois ne lisent jamais ou presque. De toute évidence, les lecteurs n'arrivent pas à transmettre leur passion, et on fabrique encore à la tonne des non-lecteurs ou des lecteurs récalcitrants.

Comment renverser la vapeur et apprendre aux enfants le bonheur de lire ? Dominique Demers a entrepris de répondre à cette question dans un merveilleux petit guide pratique, *Au bonheur de lire : Comment donner le goût de lire à son enfant de 0 à 8 ans*, paru aux Éditions Québec Amérique.



Mère de trois grands enfants, romancière, enseignante, journaliste, critique littéraire, chercheuse universitaire, animatrice de télévision, scénariste et éditrice, Dominique Demers travaille dans le monde du livre depuis 30 ans. Elle a puisé à même sa vaste expérience pour écrire ce livre que l'on devrait mettre entre les mains de tous les parents et grands-parents.

Trop souvent, les lecteurs abordent les non-lecteurs avec une certaine condescendance. Ces derniers se sentent exclus. Dominique Demers mise plutôt sur l'humilité, l'humour et ce qu'elle appelle le gros bon sens. « Ne vous moquez jamais de ceux qui ne lisent pas, si vous voulez qu'ils lisent un jour », rappelle-t-elle.

Le premier de ses 10 secrets pour aider un enfant à découvrir le bonheur de lire ? « Comprendre que tout le monde peut aimer lire, mais pas le même livre ! répond-elle. Une foule de malentendus découlent du simple fait que l'on oublie cette vérité. Trop souvent, sans même nous en rendre compte, nous tentons de fabriquer des lecteurs à notre image. L'école y contribue en valorisant exagérément un certain type de lecture. Or, pour que plus d'enfants aiment lire, il faut multiplier les occasions de rencontres. »

Les « entremetteurs », parents ou enseignants, doivent changer de sujet, de genre ou de type de livre quand ça ne fonctionne pas, jusqu'à ce que l'enfant découvre un livre qui l'interpelle.

Dominique Demers estime en ce sens qu'il n'existe pas de « mauvais » livres. Les adultes font erreur, croit-elle, en condamnant une foule de livres que les enfants adoptent spontanément, comme les bandes

dessinées, les livres mettant en vedette des héros de feuilletons télévisés et les romans en série.

« À force de se faire dire que les livres qu'il apprécie sont trop faciles, de piètre qualité ou que ce sont des livres qui ne comptent pas, un enfant finit par penser que la lecture, ce n'est tout simplement pas pour lui. »

Ce que veut avant tout rappeler Dominique Demers, c'est le rôle majeur que jouent les livres dans la vie. Lire rend heureux, affirme-t-elle. « Les livres m'ont sauvé la vie. J'ai traversé plus d'une journée difficile en sachant qu'un livre m'attendait sur ma table de chevet. » Les livres lui ont permis de renouer avec l'espérance et d'appivoiser la souffrance après les mauvais coups de la vie. Elle souhaite ce bonheur au plus grand nombre.

Au bonheur de lire : Comment donner le goût de lire à son enfant de 0 à 8 ans, Québec Amérique, 263 p., 19,95 \$

4 Commentaires pour «Comment donner le goût de lire ?»

- 1

Gilles de NDH a écrit :
[7 mai 2009 à 10:07](#)

Gros défi n'est-ce pas! Moi j'aimerais bien trouver le truc qui m'aiderait à redonner le goût de lire à mon petit fils de treize ans...

- 2

François I a écrit :
[7 mai 2009 à 11:32](#)

Je crois que le goût de lire est en grande partie inné.

Tout comme certaines personnes aiment le baseball, la crème glacée à l'érable ou la couleur jaune, certaines gens aiment lire et d'autres pas. Certains qui aiment lire préfèrent les polars, d'autres les bandes dessinées, etc. On n'y peut rien. On peut essayer d'inculquer l'envie de lire mais ça demeure une affaire personnelle.

Cependant, ce qu'il y a de plus important, c'est de cesser immédiatement la réforme scolaire stupide entreprise par Pauline Marois et continuée par les Libéraux pour revenir aux méthodes reconnues et qui ont donné des résultats.

À lire absolument sur l'éducation:

<http://www.canoe.com/infos/chroniques/josephfacal/archives/2009/05/20090506-100900.html>

- 3

Loraine King a écrit :
[7 mai 2009 à 12:39](#)

Mes enfants sont aujourd'hui adultes et d'avidés lecteurs.

Mon mari et moi avions commencé à leur lire des contes quand ils étaient très, très jeunes - vers 2 ans. Ils montaient tous les quatre dans notre lit pour entendre les aventures de, disons Babar. Un truc : nous relisons souvent les mêmes livres - je peux encore réciter certains passages par coeur - mais on changeait un mot - e.g., Babar le petit lapin. Les enfants s'étouffaient de rire. Ils écoutaient toujours attentivement sachant que nous allions changer un mot quelque part. Nous avons lu ainsi à nos enfants jusqu'à ce qu'ils soient adolescents - de Babar au Hardy Boys et aux Lettres de mon moulin de Daudet, les Trois Messes Basses et A Christmas Carol.

Lire des contes à mes enfants est le plus merveilleux souvenir que j'ai. J'aimerais bien lire à mes petits-enfants, un jour....

- 4

Maggie B. a écrit :

[8 mai 2009 à 1:06](#)

Comme François 1, je crois que le goût de lire est en grande partie inné. Je savais lire à trois ans et, mes parents étant pauvres, nous n'avions que très peu de livres. Qu'importe, je me jetais sur les Annales de la Bonne Sainte-Anne, la revue de l'Oratoire St-Joseph, les rares journaux qu'on oncle plus fortuné nous apportait après les avoir lus, et surtout, le Bulletin des agriculteurs (Onésime a été ma première et longtemps ma seule bande dessinée).

À l'école, ce fut un pur bonheur. L'Escholier, Spirou, Félix Leclerc, Berthe Bernage, Jules Verne, Daudet, Pagnol, George Eliot et d'autres anglaises traduites en français dont le nom m'échappe aujourd'hui, etc., je dévorais TOUT, et plutôt deux fois qu'une. Plus tard, ce furent les grands classiques (Racine, Molière, Corneille, Hugo, La Bruyère) que les bonnes soeurs nous ont appris à décortiquer.

Cette passion ne m'a jamais quittée. C'est le plus beau cadeau que la vie m'a fait. Dès que j'ai commencé à travailler, j'ai entrepris de monter une bibliothèque pour mes futurs enfants. Eux, me disais-je, auront de quoi se mettre sous la dent.

Je n'ai eu qu'un seul enfant et il ne s'est jamais intéressé à autre chose que des bandes dessinées. Ça m'a déçue, mais au moins il lisait. Lorsque je l'ai entendu s'éclater de rire pour la première fois en lisant un Tintin parce qu'il venait de comprendre le texte, ce fut un des plus beaux jours de ma vie.

Le livre de Dominique Demers m'apparaît très bien fait. Mais rien ne remplacera jamais l'appui et l'exemple des parents.

Envoyer un commentaire

Nom

Courriel

Site Internet

Soumettre votre commentaire



Optimisez votre portefeuille
grâce aux opérations gratuites
pendant 30 jours et à une
remise de 150 \$*.

Membre du FCPE * Certaines conditions s'appliquent.

Pour en savoir plus ▶

BMO  Ligne d'action™
Ça a du sens. Profitez.

-
- Recherche



- ## • Catégories

- [Bloguons lecture](#)
- [Conservateurs et culture](#)
- [Culture](#)
- [Général](#)
- [Politique québécoise](#)
- [Sport](#)

- ## • À lire dans L'actualité

- [James Joyce, l'Irlande, le Québec, les mots](#)
- [La langue à terre](#)
- [Les accommodements raisonnables](#)

- [Parlez-vous Franqus ?](#)
- [Sauvé qui peut !](#)
- [Silence, on triche!](#)

• Lien

- [Culture en mutation - Sismographe - Le Devoir](#)
- [L'amie Josée](#)
- [Le Courrier International](#)
- [Le Devoir](#)
- [Le Monde](#)
- [Le Point](#)
- [Les Chroniques blondes](#)
- [Lise Ravary](#)
- [Magazine Lire](#)
- [Orchestre symphonique de Montréal](#)
- [Orchestres de jeunes de la Montérégie](#)
- [Patrick Lagacé](#)
- [Plotin, professeur de philosophie](#)
- [Richard Héту](#)
- [Roland-Garros](#)
- [RueFrontenac.com](#)
- [The Globe and Mail](#)
- [The Guardian](#)
- [The Huffington Post](#)
- [The New York Times](#)
- [Time](#)
- [Tout brun](#)
- [Traversée de la Gaspésie](#)
- [US Open](#)

• Archives

- [mai 2009](#)
- [avril 2009](#)
- [mars 2009](#)
- [février 2009](#)
- [janvier 2009](#)
- [décembre 2008](#)
- [novembre 2008](#)
- [octobre 2008](#)
- [septembre 2008](#)
- [août 2008](#)
- [juillet 2008](#)
- [juin 2008](#)
- [mai 2008](#)
- [avril 2008](#)
- [mars 2008](#)
- [février 2008](#)
- [janvier 2008](#)
- [décembre 2007](#)
- [novembre 2007](#)

- o [octobre 2007](#)
- o [septembre 2007](#)
- o [août 2007](#)



Le blogue de Pierre Cayouette  **ROGERS** | [Page d'accueil](#) — [Pour nous joindre](#) — [Politique de confidentialité](#) — [Nétiquette](#)

Pas de récession pour les jeunes

Après avoir profité du boom économique des années 2000, voilà que les travailleurs de la génération Y surfent sur une nouvelle vague : les employeurs se les arrachent !

par Julie Barlow

publié dans *L'actualité* du 1^e juin 2009

À la fin de ses études collégiales en technologie de radiodiagnostic, en 2008, Émilie Bilodeau a postulé un emploi dans quatre hôpitaux et deux cliniques privées. « Et les six voulaient m'engager », raconte la jeune femme. Elle a accepté une offre, mais seulement à temps partiel. Car en janvier 2009, le cégep de Sainte-Foy, où elle a étudié, lui a proposé un poste de professeure — à 25 ans!



Photo : L. Bilodeau

À LIRE AUSSI

- [Dossier : Les emplois lucratifs de demain](#)

Ils sont choyés, les jeunes de la génération Y (nés après 1980). Ils ont profité du boom économique des années 2000, et voilà qu'ils surfent sur une nouvelle vague: malgré la récession, de nombreux secteurs manquent de main-d'œuvre à cause du déclin démographique. Tous les camarades de classe d'Émilie Bilodeau ont d'ailleurs trouvé un emploi avant la fin de leurs études. « Pour le moment, il n'y a aucun signe avant-coureur de ralentissement », dit Danielle Boué, coordonnatrice du programme de radiologie au cégep de Sainte-Foy.

Le contexte est bien différent de celui dans lequel se trouvaient les jeunes de la génération X, qui avaient 20 ans lors de la récession des années 1990. Alors que le chômage atteignait 15 % aux heures les plus sombres, il augmentera peu d'ici 2010, passant de 7,7 % à 9 %, selon Emploi-Québec.

Certains secteurs ne souffriront d'aucun chômage, à commencer par la santé et l'éducation spécialisée. Emploi-Québec indique une forte demande dans des domaines aussi variés que l'insémination des truies (l'industrie porcine a eu mauvaise presse depuis 10 ans), la serrurerie (très recherchée depuis le 11 septembre 2001) et la mécanique d'ascenseur (la population vieillit et utilise moins les escaliers). La pénurie de main-d'œuvre se fait également sentir dans des secteurs spécialisés, comme la création de sites Web ou la bureautique.

Les professions où 9 étudiants sur 10 trouvent un emploi sont également nombreuses. Il y a les classiques — actuaire, comptable, enseignant, travailleur social, médecin et infirmier —, mais aussi d'autres moins connues: archiviste médical, installateur de jambes artificielles ou vendeur d'orthèses et d'appareils auditifs. On a également un grand besoin de diplômés en inhalothérapie, tout comme en génie alimentaire.

Selon tous les experts interviewés, la récession ne sera pas une catastrophe pour les jeunes, surtout les diplômés. Ni pour les autres. Même les emplois plus traditionnels seront assez peu touchés. C'est que pour la première fois de son histoire, le Québec a compté plus de mises à la retraite que de nouveaux travailleurs en 2008. Cette situation est à l'avantage des jeunes, mais aussi des travailleurs dans la cinquantaine (voir « [Bye-bye Liberté 55](#) »). « Et la tendance se poursuivra », affirme Patricia

Richard, directrice des contenus de Jobboom.

Chaque année depuis 15 ans, Jobboom publie Les carrières d'avenir, sur les perspectives pour les diplômés d'études professionnelles, collégiales et universitaires. « Même dans les secteurs les plus touchés par le ralentissement économique, comme le secteur manufacturier, les employeurs hésitent avant de faire des mises à pied ou de geler l'embauche, dit Patricia Richard. Personne ne sait quelle sera la durée de la récession, mais tout le monde sait que les problèmes de recrutement reviendront aux premiers signes de reprise. »

À l'automne 2008, Emploi-Québec estimait qu'il y aurait 165 000 postes à pourvoir à cause des départs à la retraite d'ici 2011, plus 72 000 nouveaux postes. Plus personne ne se risque à faire des prévisions. Mais il ne fait aucun doute que la population vieillit. Les perspectives d'embauche sont donc bonnes dans tous les secteurs liés aux services à la population.

« La demande ne fléchira pas au cours des deux ou trois prochaines années », affirme Gaétan Paquet, coordonnateur des techniques d'éducation spécialisée au cégep de Sainte-Foy. « Les besoins augmentent, à tel point que pour chaque départ à la retraite, les agences régionales de la santé et des services sociaux ont besoin d'embaucher deux employés. »

Le secteur privé doit lui aussi faire face à une pénurie de main-d'œuvre. En Beauce, région pourtant touchée par la crise manufacturière, les entreprises déploient des efforts pour attirer des jeunes depuis 10 ans. « En plus du vieillissement de la population, la Beauce souffre de l'exode rural des jeunes », dit Éric Dubois, porte-parole d'Emploi-Québec pour la région de la Chaudière-Appalaches. « Il y a de sérieuses pénuries dans l'abattage, la transformation des plastiques, l'ébénisterie, la fabrication d'appareils médicaux, les centres d'appels et, bien sûr, la santé. Et même dans l'assurance. »

À Saint-Anselme, en Beauce, l'usine de transformation de volailles Exceldor cherche à pourvoir une quarantaine de postes. Un bon nombre nécessitent une formation collégiale ou universitaire, en informatique et en entretien mécanique. « Nous recherchons aussi des employés d'usine, pour qui le préalable est plutôt la dextérité manuelle, en plus de savoir lire et écrire », dit Clémence Drouin, vice-présidente aux ressources humaines.

Dans le secteur minier, les perspectives sont meilleures qu'on pourrait le croire, même si de nombreux projets sont en veilleuse. « La plupart des mineurs ont 50 ans et ils prendront leur retraite d'ici quelques années », dit Pierre Bernaquez, responsable des ressources humaines de Métanor, qui exploite à Val-d'Or une des 30 mines actuellement ouvertes au Québec. « Si nous cessons d'embaucher des jeunes, il n'y aura pas de transfert de connaissances, et nous aurons des ennuis dans trois ou quatre ans. »

La situation est donc loin d'être catastrophique pour les jeunes diplômés, affirme Patricia Richard. « Avec les médias d'aujourd'hui, on sait quand un dépanneur ferme dans l'Iowa! Mais il y a toujours des possibilités d'emploi, même en période de récession. En particulier celle-ci. »



cyberpresse.ca

Publié le 13 mai 2009 à 06h22 | Mis à jour à 06h26

Le virus de la grippe A (H1N1) circule dans la communauté



Photo: AFP



Catherine Handfield
La Presse

Huit nouveaux cas de grippe A (H1N1) ont été confirmés hier au Québec, la plus forte augmentation à ce jour. Et les cas se feront dorénavant plus nombreux, selon les autorités de santé publique, puisque le virus circule maintenant dans la communauté.

En conférence de presse, le directeur national de santé publique, Alain Poirier, a annoncé six nouveaux cas dans la région mont- réalaise et deux autres dans la région de Québec.

Dans trois de ces nouveaux cas, les autorités de santé publique ont été incapables d'identifier la source de

la contamination. Les malades n'ont pas voyagé au Mexique et n'ont pas eu de contacts directs avec des cas déjà déclarés.

«Cela confirme ce qu'on a vu ailleurs: le virus circule dans la communauté, a dit le Dr Poirier, précisant qu'il s'agissait d'une nouvelle étape dans la propagation de la grippe A (H1N1) dans la province.

Peu de détails ont été divulgués sur l'identité des malades, sinon que «la plupart sont des jeunes». Il est désormais inutile de dévoiler le nom des écoles, selon le Dr Poirier, puisque «le virus est partout».

Le collège Charlemagne et l'école Dollard-des-Ormeaux, les deux établissements de l'Ouest-de-l'Île où des élèves ont contracté le virus, ne signalaient hier aucun nouveau cas.

Au Canada, une trentaine de nouveaux cas ont été confirmés hier, portant le bilan national à 358 personnes. Le Québec en comptait un total de 25.

À partir de maintenant, Alain Poirier estime que les cas se multiplieront plus rapidement. «Chaque cas peut en

générer un autre, et on va voir effectivement une propagation plus grande dans la population», a-t-il prévenu, rappelant les mesures d'hygiène pour éviter de propager ou contracter le virus.

Les Canadiens n'auront toutefois plus droit au décompte quotidien offert depuis l'éclosion du nouveau virus. Dans les prochains jours, les autorités des provinces adopteront l'«approche évolutionnelle» pour faire état de la propagation de la maladie.

«On n'aura plus d'informations cas par cas, mais on va quand même offrir à la population une série de données», a expliqué Alain Poirier. La nouvelle formule ressemblera au bulletin «Surveillance de l'influenza», qui publie chaque semaine des indicateurs de l'activité grippale au Canada.

LES CANADIENS PEU INQUIETS

Les Canadiens sont plutôt zen envers la grippe A (H1N1) : ils sont deux fois moins inquiets que les Américains à l'idée de contracter le virus (21% contre 46%), selon un sondage Angus Reid Strategies. Les Canadiens sont également moins nombreux que leurs voisins du Sud à prendre des précautions pour éviter de contracter la maladie (68% contre 74%). Seulement 45% des Canadiens se feraient vacciner contre la grippe si un vaccin était offert gratuitement, alors que 52% des Américains feraient de même. Le sondage en ligne a été réalisé du 6 au 8 mai auprès de 1001 Canadiens et de 1000 Américains.

Le «nouvel» iPhone suscite de l'espoir

Alain Mc Kenna, collaboration spéciale, La Presse

13 mai 2009 | 07 h 56

Le «nouvel» iPhone s'en vient. D'ici le début juin, alors qu'aura lieu la populaire conférence des développeurs Apple dans la région de San Francisco, le voile sera officiellement levé sur un, voire même deux nouveaux appareils, ainsi que sur la troisième version du système d'exploitation de l'icône smartphone.

Entre temps, les développeurs informatiques qui confectionnent des applications pour cette plate-forme ont déjà commencé à jongler avec ce nouveau système, appelé iPhone OS 3.0. Il semble susciter de nombreux espoirs tant du côté des utilisateurs que de celui des développeurs grâce à quelques nouvelles fonctions annoncées en début d'année par Apple. Celles-ci comprennent l'ajout d'une fonction copier-coller similaire à celle des ordinateurs personnels, l'éventuelle permission de réaliser des séquences vidéo à partir de l'appareil et la possibilité d'enfin utiliser le capteur GPS du iPhone afin de se guider pas à pas jusqu'à destination.

Notifications poussées et paiement direct

Pour les développeurs québécois, ce sont surtout les changements apportés au App Store, la boutique d'applications du iPhone et du iPod Touch, qui retiennent l'attention. Même si tous n'ont pas encore eu le temps de toutes les essayer.

«Le paiement directement dans les applications est la grosse nouvelle, mais il y a aussi la fonction de notification poussée», explique Jean-François Thibault, directeur du développement des affaires chez Mirego, société située à Québec. Fondée par d'anciens membres de Copernic, Mirego a créé plusieurs produits pour iPhone au fil des derniers mois, dont certains pour des clients comme DuProprio.com, Praized et Coveo.

La notification poussée est attendue depuis longtemps par les développeurs. Elle permet de pouvoir envoyer à l'appareil des alertes ou des messages sans l'intervention de l'utilisateur. La messagerie texte (SMS) et les courriels poussés fonctionnent déjà de la sorte. D'autres applications pourront en profiter. «Si on installe une application développée pour un bar, illustre M. Thibault, celui-ci pourra avertir ses clients instantanément des nouveaux événements à venir», comme un spectacle ou une offre spéciale sur certains produits.

Le paiement à partir d'applications autres que l'App Store devrait faire baisser le nombre d'applications «légères» offertes dans la boutique virtuelle d'Apple. Et contrairement à ce que craignent certains observateurs, elle ne repoussera pas les utilisateurs, estime le porte-parole de Mirego. «Si tu développes une application de qualité, les gens ne vont pas hésiter à payer.»

Un demi-million d'iPhone au Canada

Un an après son lancement, il se serait vendu tout près d'un demi-million d'iPhone au Canada, selon les chiffres cités par des développeurs d'applications locaux. On peut donc présumer qu'il y aurait environ 100000 iPhone en circulation au Québec, estime l'un d'eux. C'est beaucoup, mais en même temps, c'est un peu mince, comme marché. C'est pourquoi les

développeurs d'ici misent davantage sur la création d'applications pour d'autres entreprises, ou alors, vont carrément à l'étranger.

«Probablement qu'une application qui possède du contenu exclusif entièrement canadien ou régional pourrait avoir du succès. Sinon, au Québec, il semble y avoir un marché pour les applications qu'on développe pour d'autres entreprises», pense Martin Dufort, cofondateur de WhereCloud, qui développe présentement un client Twitter pour iPhone appelé Reportage. L'application sera vendue partout dans le monde où Apple vend ses produits. «En plus, ça ne nous coûte à peu près rien pour aller vendre mondialement», dit-il.

Une stratégie que suit également Mirego, à Québec. «Sur iPhone, le marché est surtout à l'extérieur du Québec. Par exemple, nous avons des contacts aux États-Unis et en Angleterre», constate Jean-François Thibault, ajoutant qu'après la conquête de nouveaux marchés géographiques, celle des nouvelles plateformes mobiles continuera de garder les développeurs occupés. «La prochaine affaire au Canada, c'est le Google Phone», conclut-il.

Vous avez une nouvelle à nous communiquer ou encore une idée pour un reportage? Écrivez-nous à technaute@cyberpresse.ca

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

AFOCSC: À LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DE L'ÉDUCATION

ONTARIO FRANÇAIS

Par [Annik Chalifour](#) – Semaine du 12 mai au 18 mai 2009



Élèves conseillers représentant les Conseils scolaires catholiques lors de l'AGA 2009 de l'AFOCSC. En haut, Kathleen Wynne, minist

120 conseillers scolaires représentant les huit Conseils scolaires catholiques de l'Ontario et les cinq administrations scolaires **Assemblée générale annuelle du 1er au 3 mai à Kingston.**

La ministre de l'Éducation, Kathleen Wynne, la ministre déléguée aux affaires francophones et Services sociaux et communautaires, l'ancien juge de la Cour Suprême du Canada de la Cour Suprême du Canada, et Paul-André Durocher, évêque de Alexandria-Cornwall l'éducation. Cet article fait suite au reportage de la semaine dernière, portant sur la gouvernance des Conseils.

L'AGA 2009 de l'Association franco-ontarienne des Conseils scolaires catholiques (AFOCSC) avait pour but d'approfondir sur la thématique afin de mieux outiller les conseillers scolaires vis-à-vis de leur rôle «d'ambassadeur» des Conseils scolaires catholiques.

Le thème «Des mots pour le dire» véhicule l'idée de pouvoir parler avec conviction de la qualité de l'éducation catholique de langue française de l'AFOCSC.

«Poser des gestes pour le vivre», se veut un reflet de la transmission de nos valeurs liées à la foi catholique à travers des gestes symboliques de célébration eucharistique de clôture de l'AGA, la remise du Prix d'excellence en éducation catholique de l'AFOCSC», ajoute-t-elle.

Projet de loi

Mme Wynne a su établir un rapport positif avec l'assemblée des conseillers scolaires. Elle a pris le temps de les écouter. La ministre Jacqueline Drouin.

La ministre de l'Éducation a confirmé que le projet de loi modifiant la loi sur l'éducation dont la gestion des Conseils, serait déposé devant le Comité Législatif pour y réagir.

D'autres points d'intérêts à suivre, incluent le besoin aigu d'augmenter les Services de garde dans l'ensemble des Conseils scolaires, Commission Pascal, chargée d'émettre des recommandations sur la meilleure façon de mettre en oeuvre un apprentissage à plein temps laquelle la ministre est d'accord.

Malgré son engagement marqué vis-à-vis de la défense des intérêts de l'éducation, Mme Wynne a tout de même indiqué qu'il devient selon Carole Drouin.

Les secteurs de l'éducation et la santé ont tous deux d'immenses besoins, mais à l'heure actuelle notre système de santé semble plus

Jeunesse et démographie

Madeleine Meilleur, a reconfirmé son appui vis-à-vis du système d'éducation actuel en Ontario. Soit le maintien et l'autonomie des qu: catholique, public.

La ministre déléguée aux affaires francophones et des Services sociaux et communautaires, a réitéré, entre autres, l'importance de la «L'accent sur la jeunesse» lancée en décembre dernier, «visant à favoriser l'utilisation du français chez les jeunes francophones de l'atrayante sur les plans de la culture, du travail et de la socialisation.»

Selon Mme Meilleur, «le moment est bien choisi, surtout en ces temps de mutations démographiques et grâce à l'établissement de no s'appuyer sur cette stratégie et de s'inspirer de la Politique d'aménagement linguistique, toutes deux visant ultimement le développem

Points de vue juridique et religieux

Michel Bastarache, ancien juge de la Cour Suprême du Canada, conseiller juridique chez Heenan Blaikie s.r.l., a souligné les dimensi dans le but de les aider à préciser la place de l'éducation française catholique en Ontario.

L'ancien juge a rappelé la portée de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés accordant le droit aux ayants droit franc Ontario. Le français jouit du statut de langue officielle en éducation en Ontario, selon la loi sur les services en français.

Monseigneur Paul-André Durocher, évêque d'Alexandria-Cornwall et membre du C.A. de l'AFOCSC à titre d'évêque répondant, a abo argumentaire intitulé «Conserver nos écoles catholiques» axé sur les valeurs de l'éducation catholique.

Prix d'excellence en éducation

Constance Legentil, surintendante de l'éducation en retraite, s'est vue décerner le Prix d'excellence en éducation catholique 2009 de l élèves du Conseil scolaire de district des écoles catholiques du Sud-Ouest.

Les membres de l'AFOCSC ont élu Dorothée Petit-pas, conseillère scolaire de Toronto à titre de présidente, et Isabelle Charbonneau

Les élèves conseillers ont soumis une résolution pour obtenir le soutien de l'AFOCSC pour repérer le financement et assurer la pleine franco-ontariens (RECFO) aux tables de consultations ministérielles.

» Cliquez ici pour accéder à la galerie de photos accompagnant cet article!

We had too little information, kids today have too much

The perennial debate is raging once more: Can our children spell? Are we raising yet another generation of semi-literates?

I confess, I used to agonize over my sons' education. Spelling wasn't taught — or not well. The times tables weren't drilled into them the way I learned them.

Recently, the criticism is kids are just sloppy. They're using Wikipedia to do their research.

My sons are both grown up now. It occurs to me that while they may not have learned what I learned at school, they know stuff that is far more useful.

I asked my older son about the Wiki story and he

promptly flipped back to a recent U.K. study showing Wikipedia is more accurate than *Encyclopedia Britannica*.

Why? It's updated more often.

Sure, we all want our kids to do original-source research when possible, but if you can't, is Wiki really wicked?

The only way to compare their education with

my own is to take a look at what I knew at 16 and what they knew at that age.

I had a classical education. I could quote great chunks of Shakespeare, mainly Henry V. I could recite — and still can — the books of the Bible. I know poetry. I can parse a sentence. Back then, I had a

good grounding in schoolgirl French. I knew a great deal of history and geography.

My sons also learned French. They studied some great literature in high school. They didn't learn as much history or geography as I did, but they get by.

But if you were to be stranded on a desert island, your chances of survival would be greater with my sons, rather than with me. For one thing, they understand technology.

They would get your computer working, build a solar powered boat and be back in the real world in no time.

Sure, it would be morale boosting as all get out for me to rally the troops with Henry V's magnificent St. Crispin day soliloquy.

But it wouldn't get your wireless up and running.

I suspect generations have agonized about whether young people know what they know. What we really need to worry about is whether they know what they need to know.

As a journalist, the ability to parse a sentence has often been useful. Increasingly, though, I need to know how to use computers, video cameras and so on.

Sun Media's ever-patient video tutor Dave Roberts recently gave camera lessons to journalists. I spent three hours busily taking notes.

I still couldn't find the on/off switch.

New technology excites and

intrigues young people. My son was impressed by the new HD cameras we've been given and volunteered to shoot a stand-up for me.

He needed no lessons and immediately understood every nuance of the technology.

When I was young, my greatest source of information was a dusty, eight-volume encyclopedia. My kids have every reference

book in the world at their fingertips through the Internet.

That's a blessing and a curse. They have to sift through the chaff to get to the kernels of truth. Where we had too little information, they have too much.

Young people these days

are concerned, involved. I don't quite know where it came from, but both my sons care deeply about the environment, about social justice.

As part of Queen's University's solar car team, one son drove a car powered by the sun across two continents. My other son spent last summer as an intern with the World University Service of Canada in Vietnam.

So which is better? To raise young people who care passionately about their world? Or to raise kids who can spell and do math?

I'd like to think they can do both.

Me? I reserve the right to remain smug in the knowledge that you'll need me on that desert island — to spell out the SOS in the sand.

christina.blizzard@sunmedia.ca



Christina Blizzard
QUEEN'S PARK

Ottawa Sun 10-05-2009

When I was young, my greatest source of information was a dusty, eight-volume encyclopedia.

Failure is an option in real world, too

THE OTTAWA CITIZEN MAY 13, 2009

Re: Second chances, May 11.

As a graduate of the Ontario secondary school system in 2003, I was bewildered to read this article about second chances in secondary schools. I did not realize that a second chance would automatically put you on par with people who completed their assignments on time, the first time around.

I believe that the credit recovery program is detrimental to Ontario students. First, it does not adequately prepare students for post-secondary education or with adequate life skills. The difficulties of transitioning between secondary and post-secondary education are well-documented. By coddling students further, it puts them at a greater risk of failure after high school.

Secondly, what about secondary students who are currently successful? Are we telling Ontario's students that it is acceptable to be tardy with assignments and that "the real world" repeatedly bends over backwards to give you opportunities? In Ontario, there are already online, summer, night, and alternative education courses to help secondary students succeed as second chance options.

In the real world, you don't get second chances handed to you. Missing a deadline on a business proposal means the contract goes to another firm. Missing a deadline at work, you get fired by your employer. The real world is a tough place so why are we not preparing our secondary students for it?

Matthew Chan,

Ottawa

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Students must know their limitations

THE OTTAWA CITIZEN MAY 13, 2009

Re: Devaluing a university degree (II), May 10.

Columnists, survey-takers, teachers, professors, even some students have been labelling this high school generation as having an air of entitlement: If I try, I should pass. That works in elementary school, and to an extent in high school as well. However, post-secondary schooling should require more than just trying.

Columnist Leonard Stern wrote: "the ability to engage in abstract reasoning and critical thinking is a non-negotiable requirement for a university education."

Ashir Jaffer is a lucky young man to have such a determined mother, and to have attended a school system that's been more inclusive, open-minded, and supportive than ever before in our history.

All students as they end their high school years need to make tough, realistic decisions about their future, recognizing what their abilities and limitations are and working with them. Not everyone is destined for post-secondary schooling; some enter directly into the world of work.

Those who do go on to post-secondary institutions don't all attend universities. College is another valid path toward which many are guided. Those who do choose university must compete for acceptance into different programs with varying levels of difficulty. This acceptance is mainly based on academic ability. Should those students who enrol in university, try and fail all sue their university for emotional and psychological injuries? If Jaffer is suffering from any of these, the blame should fall squarely on the shoulders of his determined mother who is refusing to celebrate his wonderful achievements and work with the reality of his abilities.

Kathy Bacile,

Ottawa

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Autos Careers Classifieds Homes



The re-wired generation

Is our hi-tech world making kids smarter than ever before -- or dumber?

By **VIVIAN SONG**, NATIONAL BUREAU

Last Updated: 10th May 2009, 3:35am

Depending on who you talk to, we are bringing up either the dumbest generation of youth or the smartest.

They are simultaneously the most narcissistic and coddled of generations, and the most civically engaged, altruistic wave of kids in decades.

It's a schoolyard fight that has divided experts into two camps: Those who believe online social networking sites such as MySpace, Twitter and Facebook are perpetuating the most socially awkward, aloof and apathetic of generations, and those who say we're rearing collaborative, masters of communications, who will rise above all others.

Public perception sways depending on the headline of the week or the most bellicose of voices. Earlier this year, that voice belonged to a world-renown neuroscientist who rang alarms bells the world over for her doomsday prophecies on the perils of social networking. Lady Susan Greenfield, an Oxford University professor and Britain's celebrity brain scientist, told the House of Lords in London that online networking sites are "infantilizing" our brains.

Her prognosis was grim: The mid-21st century mind can be characterized by short attention spans, is sensationalist, incapable of empathy and has a shaky sense of identity.

Young brains belonging to what experts have coined digital natives, have become accustomed to a world of "fast action and reaction, of instant new screen images flashing up with the press of a key."

Greenfield's assertions have attracted a storm of criticism from experts who describe her statements as alarmist, hypothetical musings uttered out loud.

But it all begs the questions: Are online networking habits really rewiring our brains?

Though little research has been done on the neurological impacts of online social activity, one UCLA neuroscientist has been able to confirm that the brain on Google fires on all cylinders when surfing the Internet compared to the passive activity of reading a book.

"What we found was that there is more than a two-fold increase in activity throughout the brain," said Dr. Gary Small, author of *iBrain: Surviving the Technological Alteration of the Modern Mind*.

"Every (part of the brain) is engaged, especially the frontal lobe, or the thinking brain where we make decisions."

The brain is a sensitive, malleable organ, constantly rewiring itself. When an adolescent spends on average nine hours a day using the latest technologies, the neurological imprint is bound to leave an indelible mark.

Digital natives are also often touted as master multitaskers, able to work seamlessly on five things at once.

It's just one of the reasons Don Tapscott, author of *Grown Up Digital: How the Net Generation is Changing Your World*, calls this the smartest of generations.

"The most important variable that shapes the human brain during adolescence is how they're spending their time."

Baby boomers, for instance, grew up watching hours of TV -- a passive, solitary activity.

"If you spend a similar amount of time online interacting, collecting, reading, reasoning, authenticating, remembering things, developing strategies, that affects the brain as well," he said. "Kids have more appropriate brains for the 21st century."

To illustrate his point, Tapscott points out that the top tier of the net generation -- which in Canada numbers eight million -- is

"smarter than ever."

"They have the the highest IQs, best SAT scores, and are graduating more than ever before from universities," he said.

Indeed, during the last century, scientists have been recording a pattern of sharply rising IQ scores around the industrialized world, a trend dubbed the Flynn effect after the man who discovered it, James Flynn. But earlier this year, the New Zealand psychologist revealed a curious break with the trend, telling Britons the IQ scores of their teenage population had dropped by more than two points between 1980 and 2008, and by an average of six points compared to test scores 28 years ago.

Enter Mark Bauerlein, author of *The Dumbest Generation: How the Digital Age Stupefies Young Americans and Jeopardizes Our Future*, a counterpoint to Tapscott's book which ennobles a much maligned generation.

In one long dressing down that ends in lamenting for the grim, intellectual future of America, Bauerlein scolds this generation, calling them appallingly ignorant, lazy, illiterate and incapable of original thought.

Instead of storing information, youth use the Internet as a convenient "delivery system," Bauerlein says, retrieving material with minimum effort and passing it along.

It's akin to phone numbers. With the advent of cellphones and Blackberrys, there's little need to memorize phone numbers when they're accessible with a single touch of a button.

But what's more important, Small asks: Remembering a phone number or knowing where and how to retrieve the information you're looking for?

"People can now pick and choose what we commit to memory," he said. "We don't need to remember phone numbers anymore. But we do need to remember strategies for searching online and strategies for using different programs on the computer."

So, what's Small's brainiac verdict?

"In some ways, they're smarter and in some ways they're not. In terms of technological skills, they're brilliant," he says. "When it comes to human contact, I don't know what's going on, it remains to be seen."

That's because the frontal lobes of the adolescent brain are underdeveloped -- the part of the brain that also houses complex reasoning skills and the ability to empathize. Critics charge reduced face time erodes children's ability to recognize emotional expressions, understand body language and look for non-verbal cues.

Psychiatrist Dr. Himanshu Tyagi also warned the Royal College of Psychiatrists in England the net generation attaches different meanings to relationships.

"It's a world where everything moves fast and changes all the time, where relationships are quickly disposed at the click of a mouse, where you can delete your profile ... in the blink of an eye for one that is more acceptable," he said. "People used to the quick pace of online social networking may soon find the real world boring and unstimulating."

But it's a chorus that Barry Wellman describes as scientifically unfounded hogwash.

Far from replacing face to face time and breeding a generation of reclusives, Facebook and Twitter are actually enhancing interpersonal relationships offline, said the University of Toronto sociology professor. Wellman has been studying the impacts of social networking sites since 1998 and is an authority as both the director of the university's NetLab centre and senior fellow for the Pew Internet and Society Project.

It's become a tired and "annoying" fallacy that Facebook and MySpace are diminishing kids' interpersonal skills, he says, as his research points to the contrary.

"The Internet is complementing, continuing and maintains relationships," he said. "It's letting weaker relationships stay in contact."

Teens who part ways after high school use networking sites to keep in touch, while long distance relationships are being sustained, he said.

Neuroscientist Alain Dagher agrees. While conceivable that underdeveloped parts of the brain could atrophy with little use, it would only be dysfunctional in extreme cases where a child is reared in social isolation, he said.

"It's difficult to believe this could happen in a normal child who uses the computer because they're still going to school and living with their families," said the Montreal scientist.

Networks such as Twitter are "quick cocktail parties," Wellman adds, where users can exchange digests of information. In his case, Wellman announces his latest papers on Twitter to drive up readership.

"The overall volume of communication is going up, the overall velocity of communication is going up. For better or worse, we can get back and forth to each other a lot faster than we used to. This is making people a lot more skilled in how they communicate."

But is posting pictures of ourselves on a forum that immortalizes its subjects a form of communication or a manifestation of our collective narcissism?

According to University of Georgia study, the number of Facebook friends and wallposts people have on their profile pages correlates with narcissistic tendencies. The study, published in the journal *Personality and Social Psychology Bulletin*, found that

narcissists are more likely to choose a glamorous, self-promoting photo as their profile picture and tend to have more Facebook friends. Narcissists also use both the networks and relationships for self promotion, placing importance on quantity over quality.

In a pronouncement that spurred the headline *How Using Facebook Could Raise Your Risk of Cancer* in London's Daily Mail, meanwhile, one psychologist said increasing use of online social networking sites could alter the way our genes work, upsetting immune responses, hormone levels, the function of arteries and mental performance. All of which Dr. Aric Sigman says, could lead to cancer, strokes, heart disease and dementia in the study published by the journal *Biology*.

But Dr. Carrie Lionberg doesn't buy it. In fact, the Winnipeg-based psychologist and professor at the University of Manitoba went so far as to say Facebook prolongs lifespans.

"On face value, social networking sites will increase health because they build social connections," she said. "Staying connected increases quality of life, broadens people's experiences and decreases loneliness."

It's only problematic if the user is depressed, she said.

"I see it as an overall positive thing."

It's an ancient ritual for older generations to bemoan the current wave of adolescents as the most morally bankrupt and idle, whilst upholding their own age group as the beacon of scruples. But this time round, there's a major difference, Tapscott said,

"This is the first time in history where young people know more about the most important thing that's happening, that's changing every institution throughout the world than adults. Students know more than their teachers," he said.

Do you have texter's thumb?

Doctors in New Zealand were the first to slap a medical term to the painful phenomenon associated with excessive text messaging, after treating a 20-year-old student for increasing pain and tenderness in the thumb area in 2007.

It's called texting tenosynovitis, and is becoming increasingly common, especially among children and teens, reads a report published in the *New Zealand Medical Journal*.

During a three-month period, a right-handed dental student had been using her cellphone to send 2,500 texts a month, each consisting of about 150 characters, at a speed of about four characters per second using her right thumb.

She learned to text with her other hand, but has since developed similar symptoms in left thumb.

Copyright © 2009 Winnipeg Sun All Rights Reserved

L'anglicisation s'accroît

CAROLINE BARRIÈRE
cbARRIERE@ledroit.com

L'anglicisation continue de gagner du terrain à Ottawa et se fait même de plus en plus présente à Russell et à Clarence-Rockland. Voilà quelques conclusions auxquelles est arrivé Charles Castonguay lors d'une communication qu'a livrée le professeur à la retraite, hier, au congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS).

Au cours des 35 dernières années, le poids du français à la maison n'a cessé de diminuer. L'anglais continué d'y être davantage parlé, même si l'éducation en français a quelque peu retardé l'anglicisation des enfants. L'anglais devient plus présent quand les jeunes amorcent le secondaire.

Charles Castonguay a aussi noté que bien que le taux d'anglicisation des adultes a diminué, son rythme de croissance, lui, demeure en progression.

Il a aussi constaté que Russell et Clarence-Rockland, qui étaient autrefois très francophones, démontrent une augmentation de l'anglais. En 1971, on y recensait un pour cent d'anglicisation contre sept pour cent en 2001.

Chez les anglophones, 98,5 % d'entre eux travaillent dans leur langue alors que cette réalité est de 70 % chez les francophones. Selon Charles Castonguay, il y a un lien entre le fait de travailler en anglais et l'anglicisation. Entre 1971 et 2006, le taux d'anglicisation est passé de 17 % à 32 %.

Il y a 35 ans, le poids du français était de 21 % sur le territoire de la ville d'Ottawa et il est maintenant de 16 %, soit une baisse de 25 %. Quant au français parlé à la maison, il est passé de 17 % à 11 %, une réduction de 35 %.

«On s'éloigne de l'objectif formulé il y a 40 ans avec l'adoption de la Loi sur les langues officielles et les travaux de la Commission Laurendeau-Dunton. On voulait alors parvenir à l'équilibre entre les deux langues officielles. La capitale ne reflète pas cette réalité. Il y a la domination d'une langue sur l'autre», a ajouté le professeur à la retraite de l'Université d'Ottawa.

Hard to flunk? True or false

BRIAN GRAY
Sun Media

TORONTO — Failure is an option.

The province's education minister, Kathleen Wynne, told a meeting of the Ontario Catholic School Trustees' Association yesterday that it is still possible for high school students to flunk — but it shouldn't be the first option.

"We're going to continue to do everything we can to put programs in place to help kids to succeed," Wynne said.

High school teachers in the province have recently complained that the integrity of earning credits is out the window because kids are given multiple chances to make-up assignments and earn extra marks even after they've done poorly on tests, missed assignments or even plagiarized the work of others.

Some teachers have said they are no longer allowed to give a

zero and must design second, third and fourth opportunities to pass a failing test or assignment.

But Wynne denied that the route to success is no longer paved with hard work.

"Do there have to be consequences? Absolutely. Do kids have to learn to take responsibility for their work? Absolutely. Can kids get zero on an assignment? Absolutely," Wynne said.

"Is zero the first thing that happens if they make a mistake ... or they don't live up to the standards? Probably not."

She said high schools can no longer be seen as a "sorting mechanism" where academically capable students are pushed ahead and those who show no desire or aptitude are left behind.

"We can't have more than 20% of our kids not get through high school, not get that certification," Wynne said.

brian.gray@sunmedia.ca